



Régionales 2010:

Les fédérations du PCF de Loire-Atlantique, du Maine et Loire et de Mayenne s'engagent dans une conférence de presse commune à mettre en oeuvre la stratégie décidée par les communistes de leur département pour des listes de large rassemblement à gauche dès le premier tour.

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 882

17 décembre 2009

prix: 0,70 €



La CGT en congrès à Nantes : Du débat à l'ambition !

Joyeuses Fêtes

L'Équipe des
«Nouvelles de
Loire-Atlantique»
vous souhaite de
joyeuses fêtes de
fin d'années.

Que 2010 soit
pour chacun
d'entre nous une
année de
réussite, de
résistance
et d'émancipation
pour réussir
ensemble les
luttons politiques
et sociales
nécessaires pour
faire gagner des
alternatives de
progrès.

2010

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

L'histoire contre nature.

Il était une fois une Madone du Poitou qui s'appelait Ségolène. Elle voulait s'unir avec un mousquetaire du Béarn un sieur nommé François. Une histoire douloureuse... car lui ne voulait pas de cette union préférant, selon ses convictions de toujours, rester dans le giron de la droite, sa mère nourricière.

La Madone du Poitou n'en finissait pourtant pas de donner à son prince charmant des gages de bonne volonté à droite. Mais lui, fier comme un Henri IV des plus beaux jours, jura fidélité à ses amis, pour cette fois au moins, en attendant, peut-être, une nouvelle occasion de célébrer cette union contre nature.

Coups tordus ?

Jean Luc Mélenchon sans se soucier de ce qui peut se passer autour de lui propose à « ses camarades verts » une espèce d'accord électoral d'entre les deux tours des régionales. Rien de plus qu'une sorte de « sauve qui peut » sans attendre les autres. Il suffirait de conclure un accord qui garantirait quelques places obtenues sur « tapis vert ». Non rétorque les Verts « qui ne veulent pas constituer un pôle antisocialiste ».

La gourmandise

La gourmandise est un vilain défaut dit-on aux enfants. Disons le de la même façon au premier responsable du Parti de Gauche qui ne revendique, pour sa personne, rien de plus que la pôle position sur la liste des régionales en Ile de France et cinq autres dans l'hexagone. En un mot : Poussez-vous les enfants j'arrive...



Petite révolution de palais

La montagne a accouché d'une souris. « Vous allez voir ce que vous allez voir » disait J P Raffarin à propos de la suppression de la taxe professionnelle. La fronde a fait long feu, il a voté avec ses amis les v?ux du Président en la matière. Aller... au bercail petit canailou...et que ça ne se reproduise plus...Sauf si c'est pour amuser la galerie.

Petit à petit...

Petit à petit l'oiseau fait son nid dit-on... Il en est de même pour le Petit Prince de l'Elysée qui de réformes en réformes construit la France dont il rêve, une France ou l'histoire et la géo ne deviendraient plus des matières indispensables pour le citoyen... (pour le sujet disait-on autrefois). Est-il utile de savoir ou l'on vit et d'où l'on vient pour être corvéable ou chômeur ? Bien sûr que non, alors supprimons, supprimons nous dit Mr Chatel ministre de la casse de l'éducation...

Point de vue

par Michel Rica



Les élections régionales de mars 2010, qui se dérouleront à mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, revêtiront un enjeu très important. Et elles constitueront la dernière occasion donnée à l'ensemble des électrices et des électeurs de s'exprimer sur la politique conduite dans le pays avant 2012.

Elles se préparent dans

une situation politique en pleine évolution, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques grandissantes.

Cette politique est maintenant régulièrement et massivement contestée, dans tous les secteurs de la société

C'est pour répondre aux attentes que portent ces contestations que nous voulons un projet régional qui prolonge et qui amplifie les politiques publiques à gauche dans la région.

Que ce soit en matière d'éducation, de recherche, de la sécurisation de l'emploi et de la formation ; de protection de l'environnement ; de transports. Mais c'est aussi La promotion de nouveaux critères d'utilisation de l'argent, avec notamment la création

« Rassembler autour d'un projet qui réponde aux attentes »

de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés et les citoyens et leur implication dans la décision et le contrôle de l'utilisation de ceux-ci. En pays de la Loire La majorité de gauche sortante a permis de réelles avancées

Le travail des élus communistes dans la région en s'appuyant sur les populations, a démontré qu'il était possible d'obtenir d'autres choix que ceux portés par les libéraux, et ils constituent de solides points d'appui pour construire avec les populations les nécessaires réponses de gauche.

Notre ambition doit être de tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, de créer partout les conditions de majorités régionales, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle.

Et pour ce qui nous concerne, tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum de conseillers régionaux communistes dont les populations ont pu mesurer l'apport dans ce mandat.

Le processus de choix des communistes engagé depuis plusieurs semaines n'a pas permis que se dégage un consensus sur cette appréciation dans notre région et nous le regrettons. **Mais c'est pour répondre à nos objectifs que les communistes de Loire Atlantique ont décidé lors de la consultation de travailler à faire émerger une option stratégique qui consiste à rassembler toute la gauche et rien que la gauche dès le 1er tour des élections régionales de Mars prochain.**

Histoire-géographie en terminale S : « si l'on veut que les citoyens soient égaux, il faut une formation dans ces disciplines »

Dans un contexte d'économies globales, le gouvernement entend supprimer des cours d'histoire-géographie dans une terminale qui accueille beaucoup d'élèves, dans la filière S. Mais une discipline qui n'est plus au bac en est particulièrement affaiblie. A un âge où les jeunes entrent dans la citoyenneté, ce n'est sûrement pas à ce moment-là qu'il faut abandonner ces enseignements. L'abandon d'un enseignement comme celui de l'histoire, par exemple, est lourd de dangers. On sait que c'est un enseignement qui offre beaucoup d'armes, qu'il s'agisse du vocabulaire ou des possibilités

d'analyse des sociétés. Interroger les fonctionnements passés et présents permet de prendre de la distance par rapport à la société dans laquelle on vit. Voir comment les sociétés se transforment, par quels heurts et quels rapports de forces elles évoluent, permet de comprendre le présent. **Si on veut que les citoyens soient égaux, il faut une formation dans ces disciplines, il faut que les jeunes disposent des grilles de lecture et d'analyse qui sont fournies par ces savoirs – pas uniquement par l'histoire-géographie.** L'an dernier, ce sont les sciences économiques et sociales qui ont été remises en cause, la phi-

losophie il y a quelques années. C'est une façon de retrancher toutes les matières qui permettent de se construire une réflexion personnelle sur le monde. Nous sommes dans une période de suppression massive d'emplois – autour de 40 000 suppressions de postes dans l'enseignement au cours des dernières années ; 16 000 de plus sont prévues cette année. Mais l'histoire, c'est aussi critiquer des sources. Or, les productions sociales du monde dans lequel nous vivons sont les sources des futurs historiens. Il n'est pas exagéré de voir dans cette mesure annoncée par Luc



Chatel un nouvel épisode, un impromptu de cette bataille idéologique visant à discréditer la pensée. La même note évoquait ces intellectuels rétifs à jouer le rôle que le pouvoir attend d'eux. **Bien au contraire, la réplique des historiens, de Jacques Le Goff à Benjamin Stora, d'André Kaspi à Jean-Pierre Azéma, et de très nombreux autres chercheurs à la suppression de l'histoire-géographie en terminale S est un camouflet pour les tenants du sarkozysme.**

De vous à moi...

Avec la hotte du Père Noël, tu demandes, tu commandes, et, si tu as, si tu as été sage. En un mot, t'es le roi. Mais ça, c'est l'histoire du père Noël, ce n'est pas la notre...

La politique en cette fin du mois de décembre ne tourne pas comme le Père Noël. A droite, Sarkozy est dans les plus bas dans les sondages et pourtant il continue à jouer les petits Napoléon de ce début de siècle.

A gauche, c'est aussi comme la Bérézina... Ségolène Royale continue ses avances séductrices avec le trou du... centre... qui malgré des médias reste totalement inaudible. Le petit facteur essaie familièrement la dure épreuve de la démocratie... et se retrouve battu sur sa stratégie du seul contre tous. Jean Luc Mélenchon se sent pousser des ailes comme « les petits anges de la chapelle » revendiquant sans aucune pudeur la tête de liste à la région Ile de France à ses nouveaux amis électoraux.

Les amis de « Dany » qui se faisait appeler en d'autres temps le rouge, n'en finissent pas de tirer sur leur pétard euphorisant des européennes, oublient ce qui les entoure aujourd'hui.

Et, pendant ce temps là, les français, ceux qui souffrent, continuent à souffrir... N'y a-t-il pas besoins de les regarder, de les entendre, de répondre à ce qu'ils demandent. La gauche n'a-t-elle pas besoin de se regarder en face et de se rassembler face à la cruelle loi des marchés et de l'argent des affairistes et des profiteurs.

Ne serait-ce pas là le plus beau cadeau de Noël que nous pourrions leur faire...

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

« Un être vous manque... »

La droite, si prompt à railler les débats et désaccords à gauche, commenterait-elle à dérailler dans les Pays-de-la-Loire ? L'unité semble ainsi se fissurer. C'est d'abord l'homme « des combats perdus d'avance », ancien Président du conseil régional entre 2002 et 2004, Jean-Luc Harousseau qui a quitté la semaine dernière le navire UMP pour se rallier à Jean ARTHUIS au cas où celui-ci irait jusqu'au bout. Cette semaine, c'est le député du Maine-et-Loire Hervé de Charette qui quitte l'UMP pour le Nouveau Centre et laisse planer le doute sur une possible candidature sur une liste rassemblant les centristes. Ceci parce que « l'UMP est trop à droite ». Le débat sur l'identité nationale se retournerait-il contre ceux qui l'ont lancé ?

Nauséabond

S'il y en a qui se félicitent de ce débat sur l'identité nationale, ce sont les tenants du parti de Jean-Marie LE PEN. Ainsi ces responsables déclarent à qui veut l'entendre que « des vents favorables se lèvent ». Crédité nationalement de 8 à 9%, le Front national pourrait se maintenir au second tour dans une demi-douzaine de régions.

Tous dans le même sens ?

La question des alliances va-t-elle brouiller l'image que veulent se donner les écologistes pour les prochaines régionales ? Alors que Cécile DUFLOT, nouvelle égérie des médias déclare que l'écologie politique est « fondamentalement de gauche », l'ex-soixanthuitard et libéral Daniel COHN-BENDIT proclame le dépassement des clivages et l'ouverture aux non-moins libéraux du MODEM. Contradiction majeure quand on sait l'opposition quasi systématique des élus MODEM aux politiques régionales mises en place par la gauche.

« Vous êtes un cumulard ! »

Après les élections cantonales de 2008, les élections européennes de 2009, le Président du conseil général du Maine-et-Loire, Christophe Béchu, est la tête de liste de l'UMP pour les élections régionales. Il est vrai qu'à droite, la volonté de cumuler des mandats n'attend pas le nombre des années.

Régionales : En Mayenne, Maine et Loire et Loire-Atlantique, le PCF choisit l'union !

Mercredi 09 Décembre, Philippe Denis, Aurélien Guillot et Michel Rica, respectivement secrétaires départementaux du Maine et Loire, de Mayenne et de Loire-Atlantique ont rendu public le positionnement de leur fédération concernant les élections régionales.

Dans sa présentation, Philippe Denis, également président du groupe des élus communistes à la région Pays de la Loire a exprimé sa détermination à tout mettre en œuvre « pour que puisse s'exprimer dans ce scrutin de la manière la plus forte et la plus claire possible le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument ancrées à gauche. C'est nécessaire pour le pays et pour les régions. ».

Pour ces fédérations du PCF, l'objectif de ces listes doit être clair :

« Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possible les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large. Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces

majorités des projets de transformation sociale réelle.

Et pour ce qui nous concerne, tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum de conseillers régionaux communistes dont les populations ont pu mesurer l'apport dans ce mandat.

C'est pour répondre à ces objectifs concrets que nos trois Fédérations ont travaillé pour faire émerger une option stratégique qui consiste à rassembler toute la gauche, sans exclusive, dès le 1er tour et bien évidemment sans le MODEM.

Nous avons la conviction que cette conception du rassemblement est seule capable de permettre de répondre aux défis sociétaux qui sont devant nous. »

Les dirigeants communistes s'appuient dans leur démarche sur l'avis de la commission nationale des conflits du PCF qu'ils avaient saisi et qui, dans son relevé de conclusion atteste des anomalies qu'ils avaient relevé dans l'organisation de l'information et du vote des communistes dans les fédérations de Sarthe et de Vendée.

« Dans ce contexte, les Conseils départementaux de nos trois Fédérations ont décidé de mettre en œuvre l'option que les commu-



nistes de leur département ont porté majoritairement.

Nous nous engageons donc à travailler à la construction d'une liste de rassemblement de toute la gauche sans exclusive dès le 1er tour et nous appelons tous les communistes de la région des Pays de la Loire à s'unir sur cette démarche de rassemblement à gauche porteuse d'espoir et d'avenir. » indique Philippe Denis.

Dans un courrier adressé aux communistes de Loire-Atlantique, Michel Rica, secrétaire départemental déclare regretter « profondément la situation dans une période où, plus que jamais, il y a besoin des communistes sur le terrain pour mener la bataille contre le patronat et la droite réactionnaire au pouvoir. Il nous faut pourtant y faire face, toutes et tous ensemble. » avec la « certitude que les valeurs qui nous rassem-

blent, au delà des opinions diverses qui ont pu s'exprimer, nous permettrons de nous retrouver toutes et tous ensemble pour faire reculer la droite et le patronat et travailler à ouvrir à nouveau une perspective de transformation sociale et politique en France. »

Un appel à candidature a donc été lancé en Loire-Atlantique pour participer à cette liste de rassemblement à gauche et la fédération s'est adressée à l'ensemble des forces politiques de gauche pour travailler sans plus attendre à la construction d'un projet de rassemblement utile aux habitants des pays de la Loire.

Le temps du débat passé, c'est avec ambition et dans un esprit offensif que les communistes de Loire-Atlantique se mettent en ordre de marche pour affronter les élections régionales de 2010.

La cour des comptes épingle le transport régional, Gilles Bontemps réagit.

La cour des comptes au service de Mr SARKOZY

Le récent rapport de la cour des comptes concernant le bilan du transfert de compétences de Transport Régional des voyageurs est plus que surprenant et son communiqué de presse l'est davantage.

Cela ressemble plus à un tract de campagne électorale, au service de la droite sarkozienne qu'à ce qu'on peut être en droit d'attendre de cet organisme.

Contrainte de reconnaître le succès du Ter et par la même, la capacité des Conseils régionaux à développer en moins de 10 ans un véritable service public de Transport ferroviaire, cette « cour » semble ignorer, et pour cause, les conditions dans lesquelles il s'est développé.

Les nombreuses insuffisances de l'état, ses transferts de charges sur les collectivités et sur la SNCF sont étonnement absents de l'analyse. Pour mieux proposer un remède de cheval destiné à tuer le service public, l'entreprise publique,

les emplois de cheminots et remettre en cause la capacité d'intervention des régions en faveur du droit aux déplacements et du développement durable, en fait à l'heure de la recentralisation étatique et de la mise en cause des collectivités, à l'heure de l'ouverture à la concurrence (privatisation) fi des grenelles de l'environnement et de Copenhague, la cour des comptes joue la partition élyséenne : « diable, remettez sur la route ces ruraux que je ne saurais voir dans les trains ! Mettez cette entreprise publique très vite en concurrence avec le privé qui va vite démontrer sa capacité à pomper les fonds publics et à remettre en cause les statuts des cheminots, pour remplir les tiroirs caisses plutôt que les trains ! Et si par la même occasion on pouvait aussi en finir avec la libre administration des collectivités régionales, faute de pouvoir les reprendre à la gauche... »

En fait, ce qui coûte cher aujourd'hui à la société, ce sont les choix d'hier qui ont conduit à fermer des lignes ferroviaires au profit de la route. Ce sont les faux plans frets successifs puis l'ouverture du Marché du Transport

ferroviaire de marchandises au privé qui se traduit aujourd'hui par moins de trains et davantage de camions. Alors, de grâce Messieurs les « sages » pas de leçons et

surtout réinstallez les vieilles recettes.

Gilles Bontemps, vice-président de la région Pays de la Loire en charge des transports

DERNIERS JOURS
pour bénéficier de
1000€
Prime
à la casse
et Bonus Eco

J-17

FINANCEMENT
3,90%
TEG

TWINGO 1.2 16v LEV
6.999€⁽¹⁾

DONT 700€ DE BONUS ÉCOLOGIQUE, ET 2.000€ DE PRIME À LA CASSE RENAULT DÉDUITS SOUS COMITÉMENT DE REPRISE

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
Concessionnaire
380, route de la Côte d'Amour - Océanis
02 40 17 20 20 ST-NAZAIRE
www.promocar.fr

(1) Prix catalogue 10.190 €, dont 700 € de Bonus Eco dont 1451 € de remise Renault, dont 1000 € de prime à la casse

Le dossier.

49^{ème} congrès de la CGT

Une ambition et des responsabilités nouvelles

On aura tout lu et tout entendu sur le congrès de la CGT qui s'est tenu à Nantes du 07 au 11 Décembre. Dès avant son ouverture, on annonçait les divisions et la montée en puissance d'une opposition susceptible de faire vaciller Bernard Thibaut. Et pourtant, c'est en scandant longuement « Tous ensemble ! » que les délégués de la CGT ont souhaité conclure leur 49^{ème} congrès. Si en toute transparence Bernard

Thibaut regrettait à l'occasion d'un point presse les « comportements, les votes bloqués d'une minorité » et la « prédétermination de positionnements par principe », force est

Une école de la vie, de la solidarité et de la fraternité

de constater que le débat était avant tout tourné sur les rapports de forces sociaux à entreprendre et les respon-

sabilités fortes qui incombaient au premier syndicat de France. Ce sont ces responsabilités auxquelles veut se confronter un Bernard Thibaut, largement réélu à la tête de la direction confédérale, « élevé à l'école de la démocratie syndicale », une « école de la vie, là où les matières solidarités et fraternité sont enseignées à la place de la division et de culpabilisation ». « **Que de luttes jusqu'à nos**

jours et que de chemin il nous reste à parcourir ! » lançait Marie-Claude Robin, secrétaire générale de l'UD CGT 44 dans son discours d'ouverture, en brossant le tableau des mobilisations qui ont traversé le département. Ce chemin à parcourir, s'orientera à la CGT autour de 3 axes principaux, le pouvoir d'achat, l'emploi et les retraites d'abord, la réussite de la mobilisation européenne du 24 Mars à l'appel de la confédération européenne des Syndicats

ensuite et la promotion et la défense de la place du service public enfin. **C'est donc avec une CGT à l'offensive, qui a longuement travaillé sur son organisation pour contribuer à une sortie de crise qui « passe nécessairement par la revalorisation du travail » que le patronat et ses amis**



du gouvernement Sarkozy devront compter dans les années à venir.

Sophie Duquesne, USTM44, salariée de RFS Trignac

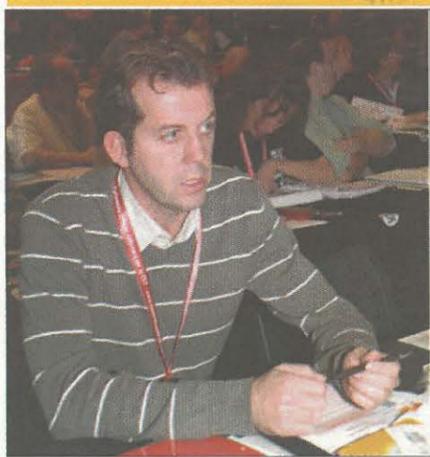
Un congrès confédéral, c'est d'abord un formidable lieu de débat et d'échange. Bien sur, nous ne sommes pas d'accord sur tout mais les discussions sont toujours enrichissantes. Répondre aux évolutions du monde du travail, rester au plus proche des salariés, voilà pour moi

« Evoluer sans perdre son âme »



les principaux enjeux du congrès. Evoluer sans perdre son âme en quelques sortes, et j'ai l'impression que c'est une volonté partagée par les directions et les délégués. Pour les camarades de la métallurgie que je représentais, ceux des chantiers navals notamment, on ne se saisit pas assez des points positifs pour la CGT, comme la victoire aux prud'hommes dans le département par exemple. **Nous sommes trop défensifs par rapport à la question de l'unité syndicale. Il y a besoin d'un syndicat plus offensif et j'espère que ce congrès y contribuera.**

Miguel Sales Ouvrier Airbus Nantes



C'est mon premier congrès confédéral, et représenter un certain nombre de syndicats, c'est une grande responsabilité. Je suis

« Le monde du travail est capable de répondre aux attaques »

impressionné par cette organisation, par ces débats d'idées contradictoires sanctionnés par des votes. C'est la preuve que la démocratie se porte bien à la CGT.

Je suis intervenu sur les suites à

donner à la mobilisation du 22 Octobre où la CGT a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de salariés de l'industrie à Paris parmi lesquels 84 syndiqués de Loire Atlantique. Les mobilisations de 2009 témoignent de fortes capacités de mobilisations autour d'une plate forme intersyndicale de haut niveau. **Il faut donner des suites à ces mobilisations avec des actions efficaces capables de faire plier le gouvernement.** Le monde du travail est capable de répondre aux attaques et de faire changer l'orientation politique mise en œuvre aujourd'hui.

Sevim Fontaine Syndicat commerces de Loire-Atlantique



Les salariés du commerce rencontrent de nombreuses difficultés. Les syndiqués sont souvent isolés et nous vivons les discriminations syndicales au quotidien, sur les primes ou les salaires par exemple. Il y a besoin

d'une CGT plus forte dans le commerce, c'est urgent ! Ca peut marcher si nous avons le souci de structures au plus proche des salariés géographiquement pour répondre à cette urgence. Le travail engagé depuis un an et demi avec l'union locale CGT sud Loire en témoigne. Il commence à porter ses fruits. Dans le supermarché Leclerc où je travaille, j'étais la seule syndiquée et nous sommes

« Une CGT plus forte dans le commerce, c'est urgent, et c'est possible »

aujourd'hui 14. La victoire que nous venons d'obtenir contre l'ouverture de Ikéa le Dimanche montre que des batailles syndicales gagnantes sont possibles dans le commerce et qu'elles peuvent s'appuyer sur l'investissement des salariés et de leurs syndicats.

Le local des cheminots CGT de Nantes fait peau neuve



En marge du 49^{ème} congrès, le syndicat CGT des cheminots de Nantes a inauguré la rénovation de la façade de son local à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de son acquisition. L'occasion pour Didier Le Reste, qui avait fait le déplacement à l'invitation de Loig Garrec, secrétaire du syndicat, en présence d'invités représentant l'Union départementale, l'Union locale et la fédération du PCF, de rappeler la détermination des cheminots face à des directions « de plus en plus politisées ». Il s'agit donc de s'engager de manière offensive dans la bataille pour les retraites qui s'engage pour 2010 avec pour point d'appui ce que les cheminots conservent de leur statut après l'importante lutte de l'Hiver 2007. **Pour le dirigeant syndical, c'est à partir du développement d'un « syndicalisme de lutte, de classe et de masse » que pourront se recréer des « alternatives d'espoir pour les salariés, les retraités et les chômeurs ».**

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Ancenis 120 départs volontaires chez Toyota

A l'usine Toyota Equipement Industriel qui fabrique des chariots élévateurs, le plan de départs volontaires concerne 120 salariés sur 381. Il a été signé par FO, le syndicat majoritaire et rejeté par la CGT. 17 mois d'indemnités complémentaires seront versés en plus des indemnités de licenciement. « Nous voulions exercer un droit d'alerte pour qu'un expert aux comptes vérifie que le nombre de 120 départs est justifié car pour nous il s'agit de suppressions d'emplois » a déclaré Nicolas ELINE délégué CGT.

Algues vertes L'Etat condamné en appel

La cour administrative d'appel de Nantes a augmenté les indemnités que devra payer l'Etat pour la prolifération des laitues de mer en Bretagne. Les juges reconnaissent que « le laxisme des préfets qui n'ont pas appliqué les réglementations écologiques nationales et européennes, a bel et bien favorisé la prolifération des algues vertes ». Condamné en première instance à verser 2.000 euros à l'association "Eau et Rivières de Bretagne", l'Etat devra finalement s'acquitter de 15.000 euros. Les indemnités accordées aux associations "Halte aux marées vertes", "Sauvegarde du Tregor" et "De la source à la mer" ont elles aussi été augmentées. Elles sont passées de un euro symbolique à 3.000 euros.



Travail du dimanche Ikéa hors la loi

Malgré l'hostilité du comité d'entreprise qui l'a refusé, décidé à accueillir les clients les trois dimanches de décembre avant Noël, le magasin Ikéa de Nantes a ouvert, le 6 décembre, bravant l'interdiction préfectorale. Non sans remous. 400 manifestants soutenus par la CGT, la CFDT, la CFTC et SUD ont bloqué les entrées du magasin de 10 heures à 12 heures 30. Sous la pression, Ikéa a fermé ses portes puis rouvert au départ des manifestants. Le préfet de Loire Atlantique a menacé la marque de sanction en rappelant l'arrêté préfectoral de 1968 qui interdit d'ouvrir sans autorisation. S'appuyant sur la loi du 3 janvier 2008 qui permet que les magasins de meubles travaillent le dimanche, les responsables de l'enseigne envisagent d'aller plus loin l'an prochain. « La direction nous a déjà parlé de 10 dimanches en 2010. A quand les 52 dimanches ? » s'insurge Marylène LAUREDOUILLY, déléguée centrale CGT dans une interview à l'Humanité.

Rezé Stef et Sodipa s'en vont

Stef et ses entrepôts frigorifiques déménagent, le 31 décembre, à Carquefou car son bail signé avec Nantes Métropole n'est pas renouvelé. Début 2010, les 15 salariés Rezéens embaucheront au cœur de la zone industrielle de la Belle Etoile dans les anciens locaux rachetés à Pomona. Les 30 salariés de Sodipa, l'entreprise voisine qui distribue des surgelés, ont moins de chance, leur direction les ayant avertis qu'ils changeaient de lieu de travail pour se rendre aux Herbiers en Vendée à 75 kilomètres de là !

Sans abris Accueil renforcé mais déjà saturé

Avant l'hiver, la préfecture a fait le point de la situation des personnes sans abri et mal logées dans le département. « L'objectif est qu'en 2012 plus personne ne soit contraint de vivre à la rue ou dans des conditions indignes » a affirmé Frédéric JORAM, le sous préfet en charge du dossier. Ce qui n'est pas sans rappeler l'engagement de Nicolas SARKOZY lors de la campagne des présidentielles : « Je veux si je suis élu président de la République que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid ». La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales a souligné que le dispositif a été renforcé. 321 places de plus dans le département depuis trois ans, ce qui porte le total à 1063. Elle a confirmé la pérennisation de la halte de nuit nantaise ouverte à titre expérimental l'an dernier et la création d'un nouveau centre d'hébergement d'urgence de 28 places au Grand Blottereau géré par les Restos du cœur. A Vertou, le Prieuré Saint-Pierre propose 16 places supplémentaires. Malgré cela les associations caritatives font remarquer que tous les dispositifs d'accueil sont pleins et que l'on refuse déjà du monde ce qui n'était jamais arrivé, jusqu'à présent, à cette période de l'année.

Nantes Plus d'interprètes au CHU

Al'hôpital de Nantes, depuis 25 ans, 12 interprètes salariés de l'Association santé migrants de Loire Atlantique (Asamla) assistent les patients qui ne parlent pas français. L'Asamla a prévenu que, faute de financement, elle était contrainte de suspendre ses interventions jusqu'à fin décembre. Présente dans les hôpitaux et les centres médico-sociaux du département, l'association a expliqué que, cette année, 3000 heures d'interprétariat ont été effectuées au CHU. 20% d'entre elles n'ayant pas été financées, elle n'avait pas d'autre choix possible que de suspendre ses activités. Tout en reconnaissant que « l'interprétariat a un coût qui rentre difficilement dans la tarification à l'activité », la présidente de l'Asamla, regrette d'avoir à prendre cette décision, d'autant que l'aide apportée par ses salariés « permet d'éviter les rendez vous manqués, les traitements mal pris parce que mal compris, les incompréhensions, les délais d'hospitalisation prolongés... »

Saint-Nazaire Pour que vivent la navale et l'emploi industriel

Plus de 1000 personnes ont manifesté jeudi 3 décembre à l'appel de la CGT, interpellant, durant trois haltes symboliques, les politiques, sur le parvis de la Mairie demandant au maire d'agir d'un commun accord « avec son camarade LE DRIAN, président du Conseil régional de Bretagne, pour que Brittany-Ferries passe sa commande aux chantiers de Saint-Nazaire » ; fustigeant les patrons, devant la chambre de commerce et d'industrie : « arrêtez de casser l'emploi...utilisez les richesses pour financer socialement une crise dont vous êtes les seuls responsables » ; interpellant l'Etat, à la sous préfecture pour obtenir du président de la République et de son gouvernement, « la mise en place d'une stratégie industrielle pour la France ». « Une belle manifestation qui en appelle d'autres » dira Christian DUVAL, le responsable de l'Union Locale. Une manifestation à laquelle participait, la secrétaire départementale du syndicat, Marie Claude ROBIN. Une manière pour elle d'affirmer que si le bassin industriel nazairien s'enrhume, c'est toute la Loire Atlantique qui tombe malade. Et c'est peu de dire aujourd'hui que l'industrie navale, portuaire, la mécanique, les sous-traitants toussent quand les nuages s'amoncellent, quand le chômage a progressé en moyenne de 42,6% en un an atteignant 54,5% chez les jeunes de moins de 25 ans !



Un logement pour un temps

Résidétape, une résidence à vocation sociale de 136 studios équipés et meublés a ouvert ses portes, début novembre, sur l'île de Nantes. Réservée aux jeunes qui viennent d'obtenir un premier emploi ou qui ont décroché un contrat d'apprentissage, aux salariés en intérim, elle a pour objectif de répondre à des besoins temporaires de logement. En dehors des jeunes actifs, les Résidétapes (il en existe 6 en France) s'adressent aux saisonniers, aux salariés en déplacements professionnels, aux personnes en rupture familiale qui ont besoin d'un temps pour s'organiser... Une seconde résidence de ce type devrait être construite à Saint-Nazaire d'ici 2012.

Violences faites aux femmes Trignac à la pointe du combat

Une « Journée internationale contre les violences faites aux femmes, ce n'est pas un luxe en France, remarquait Lauryane PICAUD, Présidente départementale de l'association Femmes Solidaires, tous les deux jours où un peu plus, une femme meurt sous les coups de son compagnon. En Ile de France, on estime à 70 000 les jeunes filles contraintes à des mariages forcés... ».

Pas un luxe, non plus, pour l'Afrique du Sud selon Shéhérazade BOUSLAH, une des responsables nationales de l'association et Jacqueline DERENS militante anti apartheid, invitées par Sabine MAHE, la maire de la ville. Les deux militantes féministes revenaient du Cap où fonctionne un centre d'accueil pour, les femmes victimes de violences et pour leurs enfants. La constitution Sud Africaine est la seule au monde à préciser dans son préambule que la République est « non sexiste », l'actuel gouvernement compte autant de « femmes- ministres

que d'hommes-ministres » pourtant, dans ce pays « où l'homme blanc a régné pendant des siècles en détenant tous les pouvoirs sur les biens et sur les personnes », on assiste à une « véritable épidémie » avec une femme mourant tous les six heures et un enfant violé toutes les trois minutes ! Au-delà des aides financières indispensables, « multiplier les échanges et parler chaque fois que l'occasion est donnée, dénoncer, c'est ce qui aidera le plus les femmes dans leur combat » insistera Shéhérazade BOUSLAH. « François FILLON, a déclaré la lutte contre les violences faites aux femmes « grande cause nationale pour 2010, c'est bien reconnaître la conseillère régionale Michèle PICAUD, mais quand donnera-t-il les moyens à la police, à la justice, aux services sociaux de combattre efficacement ce fléau ? »



Evènements, culture, idées.

De la cathédrale à la petite cuillère : la fabrique du patrimoine

par Nathalie Heinich

Si on peut comprendre qu'une cathédrale, par son architecture, ou même une petite cuillère, par son travail d'argenterie, puissent compter dans un patrimoine national, selon des critères d'ancienneté, d'esthétique, de valeur artistique ou culturelle, que penser de la borne Michelin qui figure sur la couverture du livre de Nathalie Heinich ?

Or, c'est dans le détail des procédures, des propos enregistrés, des scènes et des gestes observés que l'on peut réellement comprendre le comment et le pourquoi d'une inflation patrimoniale qui n'a cessé, en une génération, de s'étendre, englobant désormais non seulement la "cathédrale" mais aussi la "petite cuillère" - selon les mots d'André Chastel définissant le service de l'Inventaire -, voire, plus récemment, la borne Michelin.

Appliquant à la question patrimoniale les méthodes de la sociologie pragmatique, cette étude tente d'élucider ce qu'on entend aujourd'hui, dans notre société, par l'ancienneté, l'authenticité, la singularité ou la beauté et ce qu'on en attend.

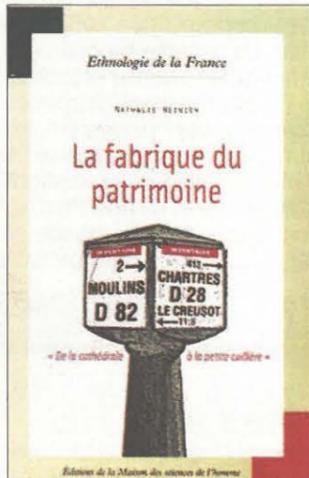
La sociologue raconte par le menu les étapes et l'organisation de la chaîne patrimoniale qui conduit à "l'éventuel statut juridique de monument historique".

Exemple à l'appui. Cette ferme bretonne menacée de ruine, si exceptionnelle soit-elle, ne sera pas protégée. Jugée trop modeste par les responsables de l'administration submergés par le parc des protections existantes - 43 180 monuments et 130 000 objets classés, 28 813 monuments inscrits à l'inventaire, bénéficiant d'une moindre protection.

Malgré ce repérage rigoureux, l'entrée dans le processus de protection ne va pas de soi. Par cet exemple, l'auteure souligne la pertinence d'une expertise qui, d'un seul coup d'œil, juge de l'authenticité d'un bâtiment. Une expertise qui n'écarte pas l'émotion partagée avec le profane. De "l'émotion à la mobilisation", elle décortique le phénomène, qui fait écho à l'affaire de l'hôtel Lambert et à l'engagement qui, de l'académicien au citoyen, s'est élevé contre une rénovation jugée trop radicale.

Elle fait aussi le point sur l'évolution des partis pris de restauration : est-ce l'état originel du bâtiment qui doit être retenu, ou son histoire avec ses remaniements successifs ? Accompagnant un chercheur de l'Inventaire sur le terrain, la sociologue le voit « mettre en fiche » une borne Michelin. »

Il y a 30 ans, on ne la voyait pas », observe le chercheur qui admet que tous ses collègues ne la prendraient en compte dans leur enquête. Ce que note N. Heinich, c'est qu'à cet instant, cette borne, faite de béton armé, vient d'entrer dans le patri-



moine culturel : « Devient-elle pour autant monument historique ? Elle le sera le jour où, avec d'autres, dûment répertoriées et décrites, elle bénéficiera d'une mesure de protection matérielle par le service des Monuments historiques. Pour le moment elle est dans les limbes... »

Le fait de relever son existence « en vue de... » révèle la véritable inflation patrimoniale qui saisit nos sociétés contemporaines, pas seulement en France, mais dans toute l'Europe. Si la borne,

parmi d'autres, peut faire l'objet d'une instruction, note dans sa conclusion N. Heinich, ce n'est « pas pour son ancienneté (très relative), ni par sa beauté (ce n'est pas le critère invoqué), ni par sa signification (sauf peut-être pour un historien du tourisme automobile), mais par son authenticité, doublée de sa rareté. C'est que le passage de trois générations, et la disparition de la plupart des exemplaires de sa catégorie, commencent à la rendre « intéressante », c'est à dire pas tout à fait encore admirable, certes, mais déjà un plus que seulement consultable ; autant dire : regardable. »

Au-delà des spécialistes du patrimoine, ce livre intéressera tous les lecteurs souhaitant comprendre l'élaboration de valeurs d'évaluation, tant au niveau individuel - le chercheur du patrimoine seul face à l'objet à évaluer - que collectif. Il contribue donc à nourrir un débat actuel sur des questions d'une brûlante actualité pour les citoyens et les élus.

Nathalie Heinich : « **la fabrique du patrimoine, de la cathédrale à la petite cuillère** », Ed : MSH, Coll. Ethnologie de la France, 2009, 286 pages, 21€.

LIRE

1000 marxismes ? par André Tosel

Cet ouvrage est consacré à l'examen de mille marxismes hérités du parcours, du capitalisme au capitalisme, du "court XXe siècle" (1917-1991).

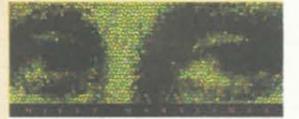
Comme le souligne l'auteur, le philosophe André Tosel, dans son introduction : « les études que nous présentons ici essayent d'éviter à la fois le sectarisme partisan et le conformisme académique : elles tentent une lecture conforme aux canons de la critique sans renoncer à assumer un engagement éthico-politique assumé ».

Les textes rassemblés dans ce livre, « rédigés dans les années 1996-2007 (...) sont consacrés à l'examen de quelques moments importants de l'histoire dite des marxismes et de certaines interprétations de Marx ». Au fil des chapitres, elles concernent tour à tour Lukács, Althusser, Lefebvre, Benjamin, Granel, mais surtout Gramsci dont Tosel étudie par exemple la "philosophie de la praxis" et l'analyse de la presse comme appareil idéologique d'hégémonie.

Mais le chapitre le plus synthétique et dense est celui consacré au "devenir du marxisme de la fin du léninisme aux mille marxismes, en France et en Italie". La chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS ont ouvert définitivement une période des mille marxismes, « tous confrontés à la mondialisation capitaliste et à la vaste entreprise de désémancipation qui l'accompagne ». Ce qui pose cette question : « que signifie alors se dire marxiste ? » A. Tosel présente des synthèses claires et suggestives des œuvres et recherches de Lucien Sève, Daniel Bensaïd, Jacques Bidet, Etienne Balibar et Jean Robelin.

Pour l'auteur, la question « post-marxisme ou refondation du marxisme ? » n'est donc certes pas tranchée. Elle « ne cesse de nous travailler comme nous devons la travailler ». Ce livre est une aide précieuse pour ce « chantier qui s'ouvre et qui a pour tâche une critique du capitalisme mondialisé ».

André Tosel, « **Le marxisme du 20^{ème} siècle** ». Ed. Syllepse, 2009, 302 p., 24 €



Le marxisme du 20^{ème} siècle

VOIR...



Nantes et le surréalisme

Nantes occupe une place privilégiée dans la cartographie mentale du surréalisme. André Breton y fait la rencontre décisive de Jacques Vaché. Mais le jeu des affinités électives conduira également bien d'autres nantais vers celui qui, dans

Nadja, écrivait : "Nantes : peut-être avec Paris, la seule ville de France où j'ai l'impression que peut m'arriver quelque chose qui en vaut la peine [...] Nantes, d'où peuvent encore me venir des amis." Avec l'exposition "En route, mauvaise troupe", le public peut ainsi découvrir les lettres d'André Breton datant de sa période nantaise, ainsi que des photos et des ouvrages dédiés par Breton à Julien Gracq.

Tous les jours du 23/10/09 au 27/02/10 à 10:00 Médiathèque J.Demy, 24 Quai de la Fosse, Nantes.

MÉDIAS

La presse face à Google

Depuis qu'en 2002 Google a lancé Google Actualités, qui réunit sur une seule page des extraits d'articles collectés auprès des sources de presse, les éditeurs de journaux reprochent au premier moteur de recherche sur le Web, de piller sans vergogne leur contenu.

Pourquoi certains éditeurs protestent-ils ? Dès 2006, des journaux belges francophones poursuivaient Google en justice, invoquant le droit européen qui impose le paiement des droits

d'auteur lors de la reprise d'articles. D'autres sont plus timorés : difficile de se brouiller avec un partenaire de ce poids.

La crise change cependant la donne. Confrontés à une chute de 20 % des revenus publicitaires sur leurs éditions papier en 2009 et à la difficulté de monnayer leur audience Web - la pub en ligne est facturée 10 fois moins que sur

le papier - les éditeurs commencent pourtant à réagir. Beaucoup estiment que Google les prive d'un grand nombre de lecteurs, qui se contentent d'un

rapide coup d'œil sur le web.

Pour Google, le discours reste : "Nous vous apportons beaucoup d'audience, débrouillez-vous pour



la valoriser." Par une procédure contentieuse, l'AFP et Google sont parvenus à un accord : le groupe américain verse une somme forfaitaire à

l'agence pour la reprise de ses dépêches.

De fait, estime-t-on, "Google pourrait payer pour d'autres contenus d'éditeurs importants

autres que l'AFP ou AP. Mais certainement pas avec les 20 000 publications qu'il indexe !"

Google serait peut-être prêt à signer ainsi des accords de reversement au coup par coup, mais pas un accord-cadre général avec tous les médias d'information. Google et la presse, l'affaire est loin d'être close.

près de vous

Saint-Nazaire

Stationnements : les lignes blanches seront-elles franchies ? 2600 places de stationnement devraient devenir payantes à Saint-Nazaire, contre 400 aujourd'hui. L'augmentation du trafic automobile, l'arrivée de la nouvelle ligne de Bus en site propre « justifie que l'on procède aux aménagements nécessaires » rappellent les élus communistes, mais ils ne veulent pas agir dans la précipitation. Pour eux, il est encore temps d'élargir la concertation en cours et de prendre en compte l'avis des habitants. « La ville a été reconstruite et aménagée pour que les voitures y circulent bien et puissent aisément y stationner » rappelle-t-ils.



Nantes-Habitat

Non à une augmentation des loyers de 2,5% pour 2010

Marie-Annick Benâtre a, lors du dernier conseil d'administration de Nantes-Habitat, fait entendre sa voix contre une augmentation trop forte des loyers. Relevant le haut niveau d'investissement du bailleur social elle note deux atouts : un auto financement élevé et un faible endettement. Elle constate cependant un niveau de maintenance inférieur à la moyenne.

Pour ce qui est de l'augmentation des loyers, elle refuse « de voir transférer les désengagements de l'Etat sur les locataires, et de voir Nantes-Habitat et les collectivités se substituer à l'Etat ». Aussi, l'élue reste attentive au service rendu aux locataires et aux engagements du bailleur pour répondre à la demande croissante de logements sociaux.

Nantes-Métropole

Pour une tarification sociale de l'eau

A l'occasion du dernier congrès des Maires de France, Raymond LANNUZEL, vice-président de Nantes Métropole délégué à l'eau, a participé à la table ronde organisée par l'Observatoire National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA). Fort d'une exigence de qualité et de transparence Nantes Métropole a fait figure d'exemple dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Lors de cette table ronde, l'élue communiste a insisté pour que les usagers soient mieux informés du circuit de l'eau, et aussi, qu'il était urgent de travailler à une tarification sociale de l'eau.

L'invité

■ Pour une meilleure qualité et une plus grande diversité des équipements sportifs

Au croisement des enjeux d'éducation, de citoyenneté, de santé, la pratique sportive est une politique importante pour notre municipalité et, dès le début du mandat nous nous sommes attachés à restaurer la qualité des équipements sportifs. Pour bon nombre d'entre eux il était plus que temps d'entreprendre des travaux (du simple entretien à une restauration plus lourde). Nous essayons aujourd'hui de rattraper le retard cumulé par la précédente municipalité dans l'entretien des équipements et nous avons d'ores et déjà consacré un million d'euros pour les équipements sportifs. C'était là l'essentiel, voir le plus urgent !

Nous avons également pour projet, à plus ou moins long terme, la construction d'un nouveau complexe sportif. Bien entendu, la construction de ce complexe représentera un coût pour notre municipalité, et nous constatons que les collectivités locales sont les seules à faire preuve de volonté dans la construction de tels équipements. De plus, la politique du gouvernement, via la stagnation des dotations, la suppression de la taxe professionnelle risque de nous mettre des bâtons dans les roues, et cela, qu'elles que soient les politiques que nous mènerons.

Malgré cela, nous avons des ambitions pour rendre toujours plus accessible la pratique du sport. Nous avons à cœur de favoriser une pratique plus ludique, c'est pourquoi nous installons des petits équipements accessibles à tous : City stade, buts dans les espaces verts... Il faut avoir à l'esprit que tous les habitants ne pratiquent pas dans un club ! Proximité, diversité des équipements sont les maîtres mots si nous voulons attirer le plus de jeunes possible vers le sport.

Développer une politique sportive la plus efficace, c'est aussi être à l'écoute des habitants comme des associations afin de dégager des projets communs. Il est aussi nécessaire de faire cohabiter l'excellence sportive avec le sport amateur, l'un ne doit pas aller sans l'autre (la ville de Ste Luce compte une équipe de Basket en Nationale 2, une équipe de tennis de table féminine en Nationale 1...).

Voilà les projets dans lesquels nous sommes engagés à Sainte-Luce, leurs réalisations, si elle dépend de notre volonté devrait aussi être un souci pour l'Etat, bien plus enclin à dégager des économies et cela, au mépris du bien-être collectif.



Cyrille AUDRAIN
Adjoint au sport
à Sainte-Luce-sur-Loire



Cyrille AUDRAIN
Adjoint au sport à Sainte-Luce-sur-Loire

L'activité

■ Montoir-de-Bretagne

Grand succès des artistes locaux

Succès grandissant de l'exposition des artistes locaux organisée par l'Office Socio Culturel Montoirin (OSCM) avec, cette année 56 exposants (certains ont été refusés faute de place). Une incontestable réussite des artistes peintres, des sculpteurs, des photographes amateurs plébiscités par le public : plus de 400 visiteurs tout au long du dernier week-end de novembre. Michèle LEVEAU, la présidente de l'OSCM et Daniel LE BARILLEC, le maire adjoint à la jeunesse et à la culture ont toutefois exprimé leurs craintes pour demain. « La réforme des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle sont toutes deux synonymes de mises en cause profondes des politiques sportives, sociales culturelles... de tout ce qui fait la vie d'une commune... Si 2010 semble à peu près épargnée, l'année 2011 s'annonce comme celle de tous les dangers » a insisté Daniel LE BARILLEC notant, toutefois, que la salle polyvalente où se tenait l'exposition allait être profondément rénovée et restructurée l'an prochain « Malgré un avenir que l'on s'emploie plus haut à nous rendre de plus en plus incertain. Instinct de survie peut être, mais l'espoir et la lutte font vivre... » a conclu, offensif, le maire adjoint.

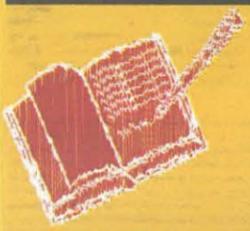
■ Nantes

Sécurité : les élus communistes pour « une action de proximité et de prévention »

A l'occasion du vote sur le Contrat local de Sécurité 2010-2013 et de la mise en place d'un Conseil Local de sécurité et de Prévention de la Délinquance sur la ville de Nantes, les élus communistes sont intervenus pour donner leur point de vue sur les problèmes de délinquance. Ils se sont tout d'abord félicités de la politique de la ville orientée vers la proximité et la prévention « seule en capacité d'assurer efficacement la sécurité des Nantais ». Ils ont par contre été beaucoup plus véhéments quant à la politique nationale sur ces sujets. Pour les élus, la ville de Nantes « mène des actions concrètes à mille lieues des déclarations tonitruantes faites par le chef de l'Etat ». Par la même, ils dénoncent les propos du président surfant sur « des peurs et des angoisses entretenues pour justifier une politique sécuritaire faisant appel au fichage, à la vidéosurveillance quand ce n'est pas à la délation » et considèrent cette rhétorique dangereuse dans une société démocratique. Seulement dans cette période préélectorale, le gouvernement recycle le discours frontiste. Il en va malheureusement de même en matière de sécurité comme pour le débat sur l'identité nationale où le Président déclarait à ses ministres : « je veux du gros rouge qui tâche ».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



St Nazaire

Mercredi 16 décembre : Assemblée générale de la section à 18H15, salle du jardin des plantes.

Loire et Sèvre

Mercredi 16 décembre : Réunion du comité local à 19H00, espace Beautour à Vertou.

Nantes

Vendredi 18 décembre : Banquet de la section à 19H00, salle de la Mano à Nantes.

Fédération

Mardi 22 décembre et Mardi 29 décembre : Vente de produits régionaux (vins et huîtres) de 10H00 à 12H00 à la Fédération.

Assemblée des animateurs de sections



Samedi 5 décembre, **500 animateurs de sections de 75 Fédérations se sont retrouvés à Montreuil** pour échanger sur les élections régionales de mars 2010 et réfléchir aux contenus des propositions communistes pour cette échéance électorale.

Au total, 25 propositions détaillées ont été discutées et enrichies. Ces propositions réparties en **4 grands chapitres : démocratie, nouveau mode de développement, services publics et autre utilisation de l'argent** seront de précieux outils idéologiques pour la campagne. Pour clore cette journée de travail, Marie George BUFFET et André CHASSAIGNE sont intervenus lors du meeting pour appeler à la mise en mouvement des communistes pour la campagne et la construction des listes.

6 animateurs de sections de notre département participaient à cette Assemblée.

Huma café

La nouvelle rencontre-débat de L'Huma café va se tenir le **Judi 17 décembre à 20H30, salle Jules Vallès à la médiathèque Jacques Demy de Nantes**. Pour cette nouvelle édition de l'Huma café, l'invitée de la soirée sera Maryse DUMAS, syndicaliste de la CGT. Elle participera à la table ronde de l'Huma café avec les représentants départementaux des autres centrales syndicales sur le thème du « **Syndicalisme face aux défis du XXIème siècle** ».

Le débat abordera bien évidemment la question du salariat, du travail et de la formation. Un salariat qui dans son rapport social avec le patronat subit l'exclusion des choix et des décisions prises concernant son activité professionnelle et ses objectifs. Selon Danièle LINHART, sociologue, chercheur au CNRS, « **Travailleurs stables ou précaires, tous sont pris dans le même piège : ils vivent dans l'inconfort de l'hypothèse d'une perte de sens du travail** ». La valeur travail, thème de campagne de Sarkozy en 2007 nécessite donc d'être réappropriée par les travailleurs. Le travail doit avoir un sens, la part d'initiative humaine dans tout emploi et dans tous processus de travail passe par la capacité d'**émancipation des salariés et l'acquisition des savoirs** indispensables à leur réflexion et à leurs activités. Pour y parvenir, il est essentiel de disposer d'une **formation initiale solide** puis de pouvoir se former de manière permanente tout au long de la vie. Les nombreuses dites « réformes » de l'éducation nationale engagées depuis maintenant plusieurs années sont justement contraires à l'idée de formation initiale solide. Un débat intéressant en perspective...

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 | 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Ventes de l'Huma

Pendant le congrès de la CGT, les militants communistes étaient présents tous les matins à l'entrée du parc des expositions de la Beaujoire pour proposer aux délégués du congrès l'Humanité quotidienne et l'Humanité dimanche. La vente du quotidien progressiste fut un succès. A la fin de la semaine, plus de **1300 éditions de l'Huma quotidienne et 50 numéros de l'Humanité dimanche ont été placés**. Dans un courrier, Patrick LE HYARIC, directeur de l'Humanité, a salué et remercié les militants communistes pour leur engagement. Le jeudi soir 10 décembre, les vendeurs de l'Huma, des responsables du PCF et les journalistes de l'Humanité présents pour le congrès de la CGT se sont retrouvés pour partager un verre de l'amitié.



Un courrier et un bon d'inscription parviendra aux adhérents du PCF dans les prochaines semaines.

BANQUET ANNUEL DE LA FEDERATION

Vendredi 12 février 2010

Salle de l'estuaire

à Couëron